

AKTUELL

CONVENTIONNEMENT AVEC LA CNS

Le couperet du 1er novembre

Fabien Grasser

À quelques jours de la quadripartite santé, les syndicats dénoncent la volonté de l'Association des médecins et médecins dentistes (AMMD) d'imposer une marchandisation du système de santé, avec la complicité du gouvernement. Seules certitudes : les médecins refusent de signer une nouvelle convention avec la CNS, et nul ne sait comment les soins seront remboursés après le 1er novembre.

L'AMMD et Martine Deprez seront-ils les fossoyeurs du système de santé ? L'Union des syndicats le soupçonne fortement, alors que l'AMMD refuse de signer la nouvelle convention avec la CNS pour fixer les tarifs des prestations médicales. Pour sa part, la ministre de la Santé louvoie sur ses intentions, tout en négociant discrètement avec l'AMMD. Cette crise intervient alors que les comptes de l'assurance maladie sont dans le rouge, les remboursements dépassant les recettes.

Pour rappel, en octobre 2025, l'AMMD résiliait la convention la liant à la CNS, estimant que la revalorisation de la rémunération des médecins était insuffisante. Comme le prévoit le Code de la sécurité sociale, la convention actuelle reste en vigueur jusqu'au 31 octobre prochain, tandis que la CNS et l'AMMD ont engagé six mois de négociations en vue d'aboutir à une nouvelle mouture. Celle-ci a été finalisée ces jours-ci, mais, contrairement au conseil d'administration de la CNS, l'AMMD refuse de la signer, arguant que toutes ses revendications ne sont pas satisfaites. Une phase de médiation va débuter entre les médecins et la sécu, mais personne ne croit sérieusement à ses chances d'aboutir. In fine, il reviendrait au gouvernement de fixer les nouvelles modalités de remboursement des soins qui entreront en vigueur à compter du 1er novembre prochain.

Et c'est là que les syndicats voient anguille sous roche, comme ils l'ont fait savoir ce 28 avril au cours d'une conférence de presse. Une nouvelle fois, l'OGBL et le LCGB font le constat du manque de clarté du gouvernement, qui ne dit pas dans quelle mesure il va satisfaire aux revendications des médecins. En tout cas, le couperet du 1er novembre approche, et « les patients sont pris en otage par des médecins et un gouvernement qui jouent la montre », estime Christophe Knebler, vice-président de l'Union des syndicats et membre du comité de direction du

LCGB. Les syndicats mettent en garde contre une marchandisation de la santé, qui aboutirait à une médecine à deux vitesses, où les soins de qualité seraient réservés à ceux et celles qui auront les moyens de les payer. Ce serait la fin du système de santé solidaire tel que nous le connaissons, alertent-ils.

Sanctionner les malades

Leur soupçon se fonde sur les déclarations de l'AMMD et de son président, Chris Roller. L'association, qui représente moins de 40 % des médecins du pays, tente de faire le forcing sur la création de sociétés de médecins leur permettant de se concentrer sur les actes les plus rentables en délaissant les soins longs et coûteux. Une autre revendication porte sur les soins ambulatoires, dont tout le monde reconnaît l'impératif développement. Mais l'AMMD exige que « les cabinets et structures extrahospitalières puissent bénéficier d'un cadre de financement comparable à celui des hôpitaux, avec des forfaits couvrant les frais de matériel, personnel et infrastructure », selon un communiqué diffusé par l'association au lendemain de la conférence de presse des syndicats. Il reviendrait donc aux cotisant-es de financer l'équipement nécessaire aux médecins pour réaliser leurs profits. Parmi d'autres demandes, le Dr Chris Roller veut aussi être reçu par le premier ministre avant d'envisager une nouvelle convention avec la CNS. Mais ces revendications sont en réalité sans rapport avec le conventionnement, dont l'AMMD se sert en effet comme outil de pression, ainsi que le dénonce l'Union des syndicats.

Pour faire face aux déficits de la sécu, qui s'enchaînent depuis 2024, l'AMMD préconise des solutions dont les patient-es seraient les perdant-es : limiter les prestations de la CNS à un strict minimum, recourir davantage aux assurances santé privées et réduire les prestations en les accompagnant de sanctions contre les malades, en introduisant notamment un jour de carence pour les arrêts maladie. Une palette regroupant toutes les couleurs de la libéralisation dont le gouvernement Frieden est friand. Ce mercredi 6 mai, l'État, la CNS, les syndicats et l'AMMD se retrouvent pour la quadripartite santé du printemps. Ils se pencheront sur les comptes de la sécu, avec l'épée de Damoclès que font peser les médecins sur l'avenir du système de santé.

SHORT NEWS

Arbeiten in Luxemburg

(mc) – Anlässlich zum Tag der Arbeit am 1. Mai hat der Statec am Dienstag einige aktualisierte Kernzahlen zu Arbeit und Arbeitnehmenden in Luxemburg veröffentlicht. So waren Ende 2025 von den 494.000 beschäftigten Arbeitnehmer*innen knapp die Hälfte (47 Prozent) aus dem Grenzgebiet. Auch zeigte sich, dass das „klassische“ Arbeitsmodell, ein unbefristeter Vertrag in Vollzeit bei Tagesarbeitszeit nur noch für ein Drittel der in Luxemburg ansässigen Personen zutrifft. Die anderen zwei Drittel üben eine Form atypischer Arbeit aus, gekennzeichnet durch Teilzeitarbeit, Wochenendarbeit oder versetzte Arbeitszeiten. Deutliche Unterschiede zeigten sich auch nach Geschlecht: Während 61 Prozent der Frauen ihr berufliche Situation aus familiären Gründen anpassten oder ihre Karriere unterbrachen, waren es bei Männern 45 Prozent. Seit 2023 stieg die Anzahl der befristeten Arbeitsverträge 2025 von 7,4 auf 9,1 Prozent an. Auch beim Thema Arbeitszeiten hat sich die Arbeitsrealität stark verändert: 36 Prozent der Beschäftigten arbeiten zumindest gelegentlich abends, 15 Prozent nachts, rund 29 Prozent samstags und 21 Prozent sonntags. Parallel dazu bleibt auch das Homeoffice ein fester Bestandteil des Arbeitsalltags: Rund 36 Prozent der Erwerbstätigen arbeiten zumindest gelegentlich von zu Hause aus. Insgesamt zeigen die Zahlen eine zunehmende Fragmentierung der Arbeitswelt, in der flexible, aber oft auch weniger planbare Arbeitsformen an Bedeutung gewinnen. Gleichzeitig bestehen weiterhin strukturelle Ungleichheiten, insbesondere mit Blick auf die Vereinbarkeit von Beruf und Familie.

EU-Abschiebungen: Turteln mit den Taliban

(tf) – Es gebe nur „Kontakte auf technischer Ebene“. Mit diesen Worten hat EU-Kommissionssprecher Markus Lammert am Montag einen Bericht des Nachrichtenportals „Euractiv“ aus der Vorwoche kommentiert. Demnach wird noch vor dem Sommer eine Delegation der afghanischen Taliban-Regierung in Brüssel erwartet. Bestätigt oder dementiert hat Lammert die Planung des Treffens nicht. Die Initiative dazu geht offenbar auf das belgische Migrationsministerium zurück. Vorgesehen sind laut Euractiv „hochsensible Gespräche“ mit Vertretern der EU und nationaler Behörden, in denen es um die Abschiebungen in das Land gehen soll, in denen Frauen völlig aus dem öffentlichen Leben verbannt worden sind. Mit dem Hinweis auf die „technische Ebene“ will die EU-Kommission jeden Anschein einer diplomatischen Anerkennung des Regimes vermeiden. Auch die deutsche Bundesregierung hatte der Öffentlichkeit mit derlei Argumenten monatelang eine Farce aufgeführt. Ende März machte der deutsche Rundfunksender „ARD“ dann öffentlich, dass ein Taliban-Mitglied sogar Chef der afghanischen Botschaft in Berlin geworden sei. „Deutschland ist damit der erste EU-Staat, in dem die Islamisten faktisch eine Botschaft leiten“, so die „tagesschau“. Nun will man dem deutschen Beispiel offenbar auf EU-Ebene folgen und hat dabei laut Lammert neben der „Rückführung von Straftätern“ auch eine „steigende Zahl nicht straffälliger“, aber „ausreisepflichtiger“ Afghanen im Sinn. In der Nacht zum Dienstag hat Deutschland 25 Personen nach Afghanistan abgeschoben, die laut dem deutschen Innenministerium wegen schwerer Straftaten verurteilt worden sind.

Au Liban, les déplacé-es manquent de tout

(fg) – Il ne se passe presque pas un jour sans que le cessez-le-feu conclu le 16 avril au Liban soit violé, Israël et le Hezbollah s'accusant mutuellement de le rompre. Pendant ce temps, Tsahal continue d'effacer les localités situées entre la frontière nord de l'État hébreu et le fleuve libanais Litani, une bande d'une dizaine de kilomètres de large. Environ 1,2 million de personnes habitant cette zone – soit 20 % de la population du Liban – ont été forcées de quitter leurs maisons vers d'autres régions du pays, n'ayant le plus souvent pas le temps d'emporter le moindre effet. Résultat : « Elles n'ont même pas d'habits de rechange ou ont dû abandonner leurs médicaments », relate Michael Adams, directeur de Care International Liban, lors d'une rencontre avec les médias à Luxembourg, ce 28 avril. Les déplacé-es « manquent de tout », poursuit le responsable humanitaire, qui raconte que 140.000 personnes seulement ont trouvé refuge dans 685 abris. Si d'autres sont hébergées par des amis ou leur famille, une part importante des réfugié-es sont abandonné-es à leur sort, dormant dans des voitures, des abris de fortune, voire dans la rue. « Les ressources pour leur venir en aide sont très insuffisantes et la nourriture se résume à un seul repas par jour », déplore Michael Adams. Au-delà de l'urgence humanitaire quotidienne, il évoque aussi les traumatismes subis principalement par les enfants et les femmes, qu'il faudra prendre en charge à long terme. Plus d'infos sur care.lu